



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

La crise sanitaire que nous vivons nous oblige à penser différemment notre rôle dans la société et nos façons de travailler. Pour rentrer rapidement dans le sujet, une fois de plus nous devons faire remarquer le rôle clé des directeurs et directrices d'école dans le premier degré. Ils ont tout mis en œuvre pour permettre les meilleures organisations possibles suivant leurs contextes locaux, et sont allés au-delà de ce qui pouvait être attendu d'eux. L'Unsa Education, déjà déterminé à obtenir de nouvelles avancées pour la direction et le fonctionnement de l'école, les en remercie, et mettra tout en œuvre pour faire reconnaître cet investissement. En effet, malgré son inscription à l'agenda social et un questionnaire ministériel qui a montré les attentes des personnels, à ce jour rien ne s'est concrétisé pour la direction d'école. **Pour l'Unsa-Education, il est indispensable de reconnaître l'extraordinaire investissement des directrices et directeurs d'école. À l'issue de cette crise sanitaire, le ministère devra se souvenir du rôle primordial qu'ils ont joué et devra agir pour leur permettre d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions. Les directrices et directeurs n'ont que trop attendu. L'Unsa Education est à leurs côtés, déterminée à obtenir de nouvelles avancées pour la direction et le fonctionnement de l'école.**

En annonçant que l'Éducation nationale était prête à assurer la continuité pédagogique, le ministre a mis sous pression à la fois les personnels et les familles. Or, l'enseignement à distance ne se décrète pas. Donner le temps à tous et toutes de construire des propositions pédagogiques tenables dans la durée est indispensable.

Les enseignants sont au travail et ils continuent à l'être : fabrication de supports, liens à établir avec les élèves et leurs familles, et pour certains, travail dans leur école ou leur collège pour accueillir les enfants des personnels soignants. La charge est lourde et les questionnements multiples. Dans le premier degré, souvent peu équipé sur le plan numérique, la priorité est d'abord d'assurer une organisation viable. Assurer la continuité pédagogique est complexe, avec des enfants peu autonomes qui ont besoin d'un appui important pour progresser dans les apprentissages. **Dans tous les cas de figure, l'Unsa Education plaide pour la bienveillance entre tous les acteurs de la communauté pédagogique (administration, inspection, enseignants, élèves, parents...). Chacun fait de son mieux. Par ailleurs, la plus grande vigilance doit être accordée aux élèves les plus fragiles et les moins bien équipés. Éviter leur décrochage sera un des défis majeurs de la période.**

Mais voilà, alors que les enseignants, les élèves, les familles sont sous pression depuis plusieurs semaines de confinement pour faire « la classe à la maison, et qu'ils ont tous besoin de souffler pour pouvoir tenir dans la durée, le ministre vient d'annoncer « les vacances apprenantes ». Bien sûr, il n'est pas question d'interdire aux enseignants qui le souhaitent de maintenir le lien avec leurs élèves. La continuité des échanges, les contacts rassurants, les rituels structurants, l'écoute attentive peuvent rester à l'ordre du jour pendant les vacances. **Mais, pour l'Unsa Education, il n'est pas admissible que le ministre invite, sur un média grand public, les enseignants à continuer à « donner des devoirs » pendant les vacances de printemps, même « de façon modérée ». Les personnels, comme les élèves et leurs familles, ont non seulement droit à des vacances mais ils en ont besoin.** De plus, le ministre se dit conscient du creusement des inégalités. Pour y remédier, il annonce sans aucune concertation avec les personnels « des cours particuliers pendant les vacances, à distance et gratuits, seuls ou en petits groupes ». Ainsi, les difficultés créées par l'enseignement à distance devront-elles être résolues par davantage d'enseignement à distance ? Ainsi, pourrait-on assurer pendant les vacances la continuité pédagogique qu'on n'a pas réussi à mettre en place pendant la période

scolaire ? Ainsi, 6 heures de soutien à distance pendant les vacances pourraient-elles permettre de raccrocher les 5 à 8% d'élèves « perdus de vue » ?

Pour en venir à l'ordre du jour de ce CTSD, les annonces ministérielles sur les non-fermetures de classe en milieu rural nous a permis d'obtenir une dotation supplémentaire. Au lieu des 17 postes à rendre initialement, nous ne devons plus qu'en rendre 8 malgré la perte démographique qui touche d'ailleurs, nous le remarquons, toutes les circonscriptions du département à l'exception faite de l'ASH. Devant réagir à cette annonce au combien médiatique et surprise, les services ont eu un travail considérable la semaine dernière pour recontacter toutes les communes concernées, et nous les remercions d'avoir tenu un timing si restreint afin que le CTSD puisse se tenir avant les vacances de printemps. Cela permettra au mouvement des enseignants de pouvoir avoir lieu en temps et en heure et nous nous satisfaisons de cela.

Cette année, nous avons fait l'expérience de périodes compliquées notamment à cause du manque de remplaçants. En effet, le choix avait été fait de sacrifier des postes « hors la classe », et nous constatons que cette démarche se poursuit avec la suppression prévue de 7 nouveaux postes de remplaçants. Que va-t-il en être pour la rentrée prochaine ? Qui va encore en faire les frais ? Nous espérons seulement que le résultat excédentaire des permutations informatisées permette de ne pas utiliser le stock de remplaçants pour les positionner dès le début de l'année en classe devant élèves.

Autre point marquant dans les documents fournis, la suppression de 5 postes Maître E qui vient confirmer, ancrer les suppressions des années précédentes. A l'heure de l'Ecole Inclusive qu'en penser ? N'est-ce-pas contradictoire ? Nous souhaiterions avoir un bilan chiffré et géographique de ces personnels (Maître E, Maître G, Psy-EN). Ces personnels sont déjà surchargés, pas assez nombreux pour couvrir les besoins de chacune des écoles de notre département et cette surcharge va encore s'aggraver. Et c'est bien là la triste réalité du terrain, toutes les écoles font des demandes justifiées d'aides RASED mais seules quelques unes peuvent bénéficier de cette aide non négligeable qui devient trop exceptionnelle. Là encore, les inégalités territoriales se creusent, tout élève dans le besoin devrait pouvoir y accéder et ce n'est malheureusement pas le cas.

La ruralité de notre département est une contrainte certaine dans l'étalement des services publics sur tout le territoire, nous ne cessons de le répéter, le maillage territorial et le tissu scolaire doivent être repensés. Nous, représentants élus, avons pu échanger sur plusieurs situations en amont de ce CTSD en fournissant des arguments précis et argumentés qui nous le savons sont entendus et c'est bien là tout le travail d'une organisation syndicale réformatrice et responsable.

Pour conclure, L'Unsa Education apporte tout son soutien aux personnels de l'Education Nationale mobilisés quotidiennement pendant cette période difficile et inédite et demande à soutenir davantage l'ensemble des personnels et leur permettre de tenir le rythme sur la durée.

Délégation pour l'UNSA Education : Natacha ETOURNEAU, Hélène MALETERRE, Sabine TURSCHWEL